

## RECENSIONS

**De Boeck Supérieur** | *Revue internationale de politique comparée*

2014/1 - Vol. 21  
pages 133 à 154

ISSN 1370-0731

Article disponible en ligne à l'adresse:

-----  
<http://www.cairn.info/revue-internationale-de-politique-comparee-2014-1-page-133.htm>  
-----

Pour citer cet article :

-----  
« Recensions »,  
*Revue internationale de politique comparée*, 2014/1 Vol. 21, p. 133-154. DOI : 10.3917/ripc.211.0133  
-----

Distribution électronique Cairn.info pour De Boeck Supérieur.

© De Boeck Supérieur. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

---

**RECENSIONS**

---

**Hélène COMBES, *Faire parti. Trajectoires de gauche au Mexique*, Paris, Karthala, 2011, 452 p.**

Le livre d'Hélène Combes *Faire parti. Trajectoires de gauche au Mexique* s'inscrit dans un renouveau de la recherche qui insiste sur la nécessité de penser ensemble deux objets, les partis politiques et les mouvements sociaux, longtemps séparés d'un point de vue conceptuel comme disciplinaire<sup>1</sup>. Car les interactions entre partis et mouvements sociaux sont complexes et se jouent bien au-delà de relations de coopération, de concurrence ou d'alliance entre structures distinctes. Partis politiques et mouvements sociaux ont en effet en commun d'opérer un travail de mobilisation et d'être travaillés par des processus, par exemple d'institutionnalisation ou de professionnalisation, contribuant à rendre floue la frontière (hypothétique) qui les sépare. À un niveau plus individuel, les travaux sur l'engagement ainsi que sur les « carrières » ou « trajectoires » militantes s'inscrivent successivement ou simultanément dans les deux espaces des partis et des mouvements sociaux contribuent de même à « décloisonner la sociologie de l'engagement militant »<sup>2</sup>.

Hélène Combes, dans cet ouvrage issu de sa thèse de doctorat, propose dans cette perspective d'interroger « l'action collective dans un continuum » (p. 19) et donc la plasticité des catégories organisationnelles mobilisées classiquement en science politique. L'auteure montre la perméabilité et la relativité de la distinction partis/mouvements sociaux, ainsi que la variabilité des frontières entre politique conventionnelle et non conventionnelle<sup>3</sup>, en travaillant sur la genèse et l'institutionnalisation du Parti de la révolution démocratique (PRD) mexicain. Ce parti est né en 1989 d'une convergence de mouvements sociaux, partis de gauche, associations et du courant démocratique du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI). Le PRD mettra fin à l'hégémonie du PRI sur la vie politique mexicaine à la fin des années 1990, grâce à l'obtention par ses candidats de mandats électifs.

---

1. Ce renouveau de la recherche est exposé dans SIMON L., DECHEZELLES S. (dir.), *Voix de la rue ou voie des urnes ? Mouvements sociaux et partis politiques*, Presses universitaires de Rennes, 2011 (collection Res publica). On le trouvera également évoqué en langue anglaise dans GOLDSTONE J. (ed.), *States, Parties and Social Movements*, Cambridge University Press, 2003.

2. SAWICKI F., SIMEANT J., « Décloisonner la sociologie de l'engagement militant. Note critique sur quelques tendances récentes des travaux français », in *Sociologie du travail*, vol. 51, n°1, 2009, p. 97-125.

3. Dans la lignée des travaux de MC ADAM D., TARROW S., TILLY C., *Dynamics of Contention*, Cambridge University Press, 2001.

La sociogenèse du PRD est abordée à travers la multiplicité des mouvements qui l'ont nourrie, avec une attention centrale portée aux dirigeants multi-positionnés, définis comme « des acteurs qui occupent des positions de direction au sein d'une et parfois de plusieurs organisations contestataires (mouvements sociaux, organisations sociales, etc.) et mènent parallèlement une carrière politique au sein du PRD » (p. 14), et considérés comme « des artisans privilégiés de la fabrique partisane » (p. 18). Le choix est ainsi fait de se déprendre d'une perspective centrée sur l'institution seule et d'analyser plutôt la constitution du parti à travers les « causes » successivement défendues et les trajectoires militantes portant ces causes. La notion de « milieu partisan » empruntée à Frédéric Sawicki<sup>4</sup> rend conjointement compte de la structuration des réseaux militants qui participeront à la création du PRD, et dont les traces sont inscrites dans les trajectoires biographiques des dirigeants.

Pour restituer le processus de création du PRD, Hélène Combes s'appuie sur une multiplicité de sources et de méthodes : observations ethnographiques ; entretiens nombreux et pour partie réitérés dans le temps ; dépouillement d'archives notamment privées ; création et dépouillement de bases de données répertoriant les CV des candidats PRD à la députation, d'environ 300 trajectoires militantes recueillies par questionnaires auprès de délégués au congrès, et des actes de violence politique dont le PRD a fait l'objet dans les années 1990. Accéder à ces sources a contraint l'auteure à « jouer en permanence sur les statuts : journaliste, non-journaliste, invitée spéciale, étudiante, chercheuse, etc. » (p. 30) Le récit de quelques situations tendues laisse entrevoir ce que signifie « enquêter en milieu difficile »<sup>5</sup>. L'objectivation des milieux militants par l'analyse de réseaux constitue un autre apport de cette thèse ; on remarquera le schéma (p. 134) qui révèle la diversité des passages et des relations entre organisations et mobilisations de la fin des années 1960 à 2000.

La combinatoire des acquis de la sociologie des mouvements sociaux, des approches organisationnelles et sociétales des partis politiques et d'une approche méthodologique mixte permet de resituer finement le parti politique dans son contexte social d'apparition. Cela semble d'autant plus pertinent dans le cas mexicain qu'il s'agit d'un régime semi-corporatiste, « autoritaire pragmatique et modéré » (p. 53), maniant alternativement réforme et répression. Les modalités de l'engagement et du multi-engagement y sont conditionnées par les interactions entre État et organisations politiques ; elles dépendent fortement de ce qui est toléré par ce régime à un moment donné.

La première partie du livre analyse ce « cycle des mobilisations » qui donne corps à la contestation sociale puis ultérieurement à la création du PRD en 1989. Les opposants s'engagent dans diverses causes, le mouvement étudiant à partir de 1968, la défense des paysans ou, dans les villes, le mouvement urbain populaire qui se

4. SAWICKI F., *Les réseaux du PS. Sociologie d'un milieu partisan*, Belin, 1997.

5. BOUMAZA M., CAMPANA A., « Enquêter en milieu difficile », in *Revue française de science politique*, vol. 57, n°1, 2007. Voir également, pour le cas spécifique des enquêtes au sein des partis politiques, le numéro « Enquêter dans les partis politiques. Perspectives comparées », in *Revue Internationale de Politique Comparée*, vol. 17, n°4, 2010.

distingue dans les années 1980 dans la lutte pour le logement à travers notamment la figure de « Superbarrio Gomez ». Certains passeront par la guérilla mais le mode privilégié d'entrée dans la politique semble le militantisme étudiant, présent à différentes périodes, y compris dans les années 1980-1990. Face à un régime qui use de répression, d'intégration des contestations « via » la cooptation au sein du PRI ou de concessions visant à contenir les opposants, Hélène Combes montre que l'opposition prend diverses formes, tantôt de protestation sociale, tantôt partisans, ce qui conduit à relativiser fortement la distinction « entre militantisme partisan et militantisme ' en collectifs ' » (p. 133).

La deuxième partie du livre insiste sur l'institutionnalisation du PRD. L'organisation interne va se structurer à partir de 1989 dans l'entrecroisement de plusieurs logiques et tensions qui soulignent à nouveau les liens entre mouvements sociaux et « fabrique partisane » : les questionnements sur les courants et l'intégration d'organisations contestataires participant à la vie du parti ; la construction d'un leadership autour de la personnalité de Cuauhtemoc Cardenas, fils du général Lazaro Cardenas, président du Mexique ayant porté une réforme agraire dans les années 1930 ; les ressources mobilisables par les dirigeants, qui s'appuient sur les ONG plutôt que sur les structures partisans parfois légères ; certaines « rétributions du militantisme »<sup>6</sup> par lesquelles le PRD fidélise ses adhérents, qui sont également fortement liées aux organisations sociales à travers principalement l'attribution de logements. Cependant, Hélène Combes pointe les freins à cette institutionnalisation, puisque la période des années 1990 est marquée par des questionnements sur le coût de l'engagement, du fait du poids de la fraude électorale et de la violence politique. L'auteure relate à cette occasion comment se construit à l'intérieur du PRD une expertise électorale très sophistiquée, associant estimations et recomptage des voix, mais aussi formation de scrutateurs. Cette expertise devient une « arme politique » (p. 214) qui permet au PRD de se distinguer du PRI par sa transparence. En revanche, la violence politique des années 1990 entrave largement la « fabrique du parti » ; contrairement à d'autres travaux qui supposent un effet mobilisateur de la violence de l'État, la répression ne semble pas stimuler la mobilisation dans le cas du Mexique : quand la répression est forte et durable, autrement dit non porteuse d'un espoir de changement de régime, les adhésions au PRD reculent.

La troisième partie du livre propose une réflexion plus ciblée sur « la fabrique des dirigeants » en étudiant les trajectoires biographiques des dirigeants du PRD, les réseaux dans lesquels ils s'insèrent et la façon dont ils sont désignés. Les réseaux de recrutement sont classiques : réseaux éducatifs – le passage par l'Université nationale autonome du Mexique (UNAM) étant largement partagé –, et surtout réseaux associatifs, puisque, 70 % des titulaires de mandats de députés ou de maires ont milité « pour une à cinq causes » (p. 282). Les dirigeants du PRD, titulaires de mandats ou candidats à la députation, se révèlent ainsi de véritables « entrepreneurs

---

6. GAXIE D., « Économie des partis et rétributions du militantisme », in *Revue française de science politique*, vol. 27, n°1, 1977, p. 123-154 ; ainsi que « Rétributions du militantisme et paradoxes de l'action collective », in *Revue suisse de science politique*, vol. 11, n°1, 2005, p. 157-188.

de mobilisation » (p. 315) imbriquant différents militantismes et des stratégies diverses de mobilisation de ressources, le passage d'un militantisme à un autre n'empêchant pas une certaine stabilité des réseaux militants, qui se réactivent périodiquement. Les ressources du militantisme associatif sont parallèlement utilisées dans le jeu partisan, lorsqu'il s'agit par exemple de mobiliser pour les élections internes. La démocratie interne est en effet fortement investie au PRD, à la fois comme stratégie de différenciation à l'égard du PRI et comme héritage de la « culture » des mouvements sociaux.

Sans conteste, le livre appuyé sur une étude de cas très solide, est riche et propose une relecture stimulante des catégories de parti politique et d'organisation contestataire. Dans le cas du PRD, ces catégories apparaissent particulièrement fluides et sans cesse retravaillées dans les mobilisations et le jeu partisan. *Faire parti* consiste ainsi souvent à rassembler des soutiens précédemment ou concomitamment mobilisés dans d'autres causes et organisations mais aussi à user stratégiquement de la « culture » des mouvements sociaux. On comprend dès lors que l'auteure conclue contre le modèle du parti cartel et plaide, à rebours d'une approche évolutionniste, pour une analyse en termes de processus politique qui fasse le lien entre cycle de mobilisations et cycle de vie des partis, loin de la déconnexion société civile/partis politiques observée par Katz et Mair dans les démocraties occidentales<sup>7</sup>. Cette idée apparaît très stimulante et mériterait d'être étendue à d'autres partis et d'autres contextes, comme celui du Parti des travailleurs au Brésil<sup>8</sup>.

On peut regretter cependant que le regard rétrospectif porté sur la constitution du parti à travers essentiellement ceux qui sont devenus ses dirigeants laisse de côté les « entrepreneurs de cause » qui ne sont pas devenus dirigeants, d'autant que sont mentionnés des démissions ou des désengagements qui interrogent. Les trajectoires, l'insertion dans des réseaux, la capacité à mobiliser des ressources ou des soutiens étaient-elles moindres pour les « non-dirigeants » ? En quoi ont-ils moins ou différemment « fait parti » que les dirigeants ? La restriction de l'étude du multi-positionnement aux dirigeants empêche de cerner l'ampleur de ce phénomène au sein du PRD et questionne sur son caractère discriminant dans les parcours militants et dirigeants. On regrette parfois qu'une approche par cohorte n'ait pas été privilégiée ; l'auteure reconnaît ce biais méthodologique et argumente que l'approche par les « flux » plutôt que par les « stocks »<sup>9</sup>, est difficile à mettre en œuvre dans le cadre temporel d'une thèse. À l'inverse, le choix d'une analyse des réseaux, très riche, conduit à ce que la dénomination « dirigeant » ne soit pas stabilisée et puisse prêter à confusion, tant la catégorie apparaît vaste : députés

7. En langue française, voir AUCANTEY., DEZE A. (dir.), *Les systèmes de partis dans les démocraties occidentales. Le modèle du parti cartel en question*, Presses de Sciences Po, 2008.

8. Ce que remarque GOIRAND C. dans « Penser les mouvements sociaux d'Amérique latine », in *Revue française de science politique*, vol. 60, n°3, 2010, p. 445-466, p. 461. Hélène Combes l'envisage également p. 14-15 de *Faire parti*.

9. BENNANI-CHRAÏBI M., FILLEULE O. (dir.), *Résistances et protestations dans les sociétés musulmanes*, Paris, Presses de sciences po, 2003, p. 43-126.

locaux, députés fédéraux, maires, dirigeants d'associations, membres de l'appareil du parti... Cela semble étrange au lecteur français coutumier de définitions plus restrictives, insistant sur la capacité des dirigeants à peser sinon créer les règles de l'organisation et sur le partage d'une culture commune<sup>10</sup>.

Dans ce livre affleure enfin une conception « stratégeste » qui explique les passages d'un militantisme à l'autre surtout par la conjoncture politique, la mobilisation de ressources ou des stratégies de positionnement individuel. Les « ruptures biographiques » personnelles, dont on sait qu'elles interviennent dans l'engagement<sup>11</sup>, apparaissent incidemment (p. 305, par exemple) mais ne font pas l'objet d'observations systématiques, de même que les émotions<sup>12</sup> sont laissées de côté ; l'appartenance familiale est relativisée alors que plusieurs cas relatés dans le livre laissent entendre qu'elle est importante pour certaines désignations au sein du parti. Cela se comprend dans la mesure où le livre traite davantage des réseaux que des trajectoires individuelles ; et où l'analyse des réseaux militants et partisans est alimentée par d'autres points d'entrée que les trajectoires biographiques. Parfois cependant, cette approche des réseaux manque d'exemples concrets d'activation ou de réactivation : les canaux de communication, y compris l'internet mentionné au début, les liens d'amitié, les lieux physiques où se nouent les relations auraient pu être davantage présentés.

Mais c'est le propre d'une recherche stimulante que d'éveiller la curiosité et de générer des questionnements complémentaires de la part des lecteurs. *Faire parti. Trajectoires de gauche au Mexique* confirme ainsi que les études de cas, qui souvent en France font la matière de thèses, ouvrent de riches perspectives dont on ne peut que souhaiter qu'elles viennent alimenter la réflexion sur les partis et les mouvements sociaux au plan international.

Fabienne Greffet  
Université de Lorraine,  
Équipe IRENEE-Nancy et PACTE-Grenoble

**Yohann AUCANTE, *Les démocraties scandinaves : Des systèmes politiques exceptionnels ?*, Paris, Armand Colin, 2013, 253 p.**

En nous donnant ce livre, Yohann Aucante comble assurément une lacune. Les étudiants, ou enseignants-chercheurs, francophones qui souhaitaient se familiariser avec l'univers sociopolitique des pays nordiques disposaient essentiellement jusqu'ici d'ouvrages de synthèse rédigés par des spécialistes de sciences humaines

10. BACHELOT C., *Groupions-nous et demain...* », *Sociologie des dirigeants du Parti socialiste depuis 1993*, thèse de doctorat en science politique, Sciences Po Paris, 2008.

11. AGRİKOLIANSKY E., « Carrières militantes et vocation à la morale : les militants de la LDH dans les années 1980 », in *Revue française de science politique*, vol. 51, n°1, 2001, p. 27-46.

12. TRAJINI C. (dir.), *Émotions... Mobilisation !*, Paris, Presses de Sciences-po, 2009.

mettant l'accent sur l'histoire et la « civilisation ». Pour qui s'intéressait à cette partie du monde d'un point de vue politologique, il n'y avait guère d'autre choix que de se tourner vers des manuels rédigés en anglais, à commencer par celui de David Arter (*Scandinavian Politics Today*), régulièrement réédité et actualisé, ou encore le collectif publié sous la direction de Knut Heidar (*Nordic Politics: Comparative Perspectives*) : remarquable exemple de collaboration entre universitaires des pays concernés, dont j'ai eu l'occasion de dire dans une autre revue, au moment de sa sortie, tout le bien que j'en pensais.

L'un des grands paradoxes des systèmes politiques au nord du 55<sup>e</sup> parallèle est qu'il y est régulièrement fait référence en nos contrées, mais que leur connaissance demeure somme toute assez approximative et souvent stéréotypée (volontiers appréhendée sous l'angle du consensus, de l'égalitarisme ou de la parité triomphante, entre autres). À longueur d'année, nous entendons également parler de missions officielles ou de reportages en quête de bonnes recettes (flexisécurité danoise, etc.) qu'il serait envisageable d'importer. Sous-estimant largement les clivages culturels majeurs qui séparent les pays nordiques de leurs voisins plus méridionaux, ce type d'initiative trahit en général une naïveté confondante. Il n'en reste pas moins, comme le souligne amplement Yohann Aucante, que les États en question occupent une place à part dans nos représentations de la démocratie moderne, en ceci qu'ils font souvent figure de modèle à suivre – notamment eu égard à leur apparente capacité à concilier capitalisme efficace et solidarité.

Le parti-pris de notre auteur est de se démarquer quelque peu de ce genre d'approche en termes de « modèles » à la pointe de la (post-)modernité et de s'interroger plutôt sur les trajectoires politiques respectives du Danemark, de la Suède, de la Norvège ainsi que de leurs voisins dans la longue durée. À la suite d'un chapitre introductif offrant un certain nombre de rappels historiques, nous sont successivement proposés des développements sur la formation des États, l'avènement des démocraties, l'émergence des régimes socio-démocrates, le parlementarisme et les systèmes de partis, la recherche de la fameuse « troisième voie », les tentatives de faire bonne figure sur la scène internationale en jouant la carte de « superpuissances morales », et enfin sur des attitudes assez ambivalentes à l'égard de la construction européenne.

D'un point de vue comparatif, l'enjeu est bien sûr d'analyser les convergences et divergences repérables entre les pays concernés, mais aussi des « logiques d'ensemble » par rapport à d'autres systèmes politiques occidentaux. Sont également mises en avant tant des continuités que de rapides transformations, ainsi que bien des lignes de tension (entre, par exemple, une très généreuse tradition d'accueil des réfugiés et l'entrée dans les parlements voire au gouvernement de partis extrémistes très hostiles à l'immigration et à tout multiculturalisme ; je pense encore au dilemme de l'application de directives européennes en manière d'environnement qui se révèlent moins contraignantes que la législation nationale).



Comme beaucoup d'entreprises généralistes de cette nature, le livre de Yohann Aucante tend à privilégier les thèmes qui l'intéressent tout particulièrement et les pays qu'il connaît le mieux. Alors que le manuel de David Arter accordait une attention peut-être excessive aux partis politiques, aux processus électoraux et aux stratégies de coalition – ainsi d'ailleurs qu'au cas finlandais – il est surtout question dans celui-ci de l'État providence et de la social-démocratie. Les pays scandinaves *stricto sensu* se voient nettement favorisés tandis que la Finlande et l'Islande sont reléguées au second plan. On trouve cependant à la fin de l'ouvrage quelques développements sur la crise financière islandaise qui viennent éclairer d'une lumière fort différente l'univers nordique.

S'agissant d'un livre qui entend étudier la réalité et les limites de l'exceptionnalité des pays concernés (comme le sous-titre vient le souligner), je regrette que le thème qui m'est cher de « la modestie ostensible » des représentants politiques ne soit aucunement abordé. Soit dit en passant, sauf erreur de ma part, il n'est pas fait mention aux contributions du numéro que la *Revue Internationale de Politique Comparée* a consacré en 2006 au modèle nordique.

Il reste à souhaiter que cet ouvrage, très agréable à lire, dû à un auteur ayant le grand mérite de maîtriser les langues scandinaves et disposant d'une solide connaissance de la littérature internationale, incite les comparatistes à prendre davantage en considération cette partie de l'Europe.

Jean-Pascal Daloz  
CNRS/SAGE  
Université de Strasbourg

**Françoise BOUCEK, *Factional Politics. How Dominant Parties Implode or Stabilize*, Palgrave Macmillan, 2012, 288 p.**

**Daniel DISALVO, *Engines of Change. Party Factions in American Politics, 1868-2010*, Oxford University Press, 2012, 264 p.**

Très tôt, les écrits politiques et philosophiques dans le monde anglo-saxon se sont intéressés aux concepts de parti et de faction et ont développé à leur égard une extrême méfiance, y voyant une source d'instabilité politique, de conflits d'intérêts voire même de corruption et de clientélisme plutôt qu'une source de combats d'idées<sup>13</sup>. Si, longtemps, les deux termes ont été utilisés comme synonymes,

13. Dans la littérature américaine, deux chapitres dans la revue *The Federalist* sont dédiés à la 'défense de l'Union contre les factions' (*The Federalist*, n°9 par Hamilton et *The Federalist*, n°10 par Madison, voir <http://www.constitution.org/fed/federa00.htm>, page consultée le 6/07/2013). Chez les penseurs anglais, citons les écrits de Bolingbroke, Hume et Burke. Pour un état de l'art exhaustif, voir SARTORI G., *Parties and Party Systems: A Framework for Analysis*, New York, Cambridge University Press, 1976.



aujourd'hui les factions sont vues comme des formations politiques émergeant au sein même des organisations partisans. Comparées aux partis politiques modernes, les factions sont caractérisées par une structure organisationnelle et un degré d'institutionnalisation plus faibles, et par une instabilité plus importante<sup>14</sup>.

Alors que les partis politiques sont aujourd'hui appréhendés comme des entités essentielles au fonctionnement démocratique des gouvernements, les factions souffrent encore d'une mauvaise réputation. Depuis les années 1960 pourtant, s'est opérée une lente « réhabilitation » des factions comme objets d'étude légitime en science politique<sup>15</sup> et comme entités fonctionnelles des systèmes démocratiques. Ainsi, poursuivant les travaux entamés par Duverger<sup>16</sup> et Rae<sup>17</sup> sur l'effet des règles électorales sur les systèmes de partis, certains auteurs – citons, entre autres, Sartori et Katz<sup>18</sup> – se sont intéressés à l'influence des systèmes électoraux sur la compétition intrapartisan et sur la formation de factions. Dans le prolongement de ces études, deux ouvrages publiés en 2012, rejetant les connotations péjoratives associées au concept de faction, permettent de plonger au cœur de ces phénomènes intrapartisans, dans divers contextes et selon des méthodes variées.

D'une part, Daniel DiSalvo, travaillant à la fois comme politologue et comme historien, retrace et explique le rôle « d'agents du changement » qu'ont joué les factions dans l'évolution des partis Démocrate et Républicain aux États-Unis, depuis la fin de la Guerre de Sécession jusqu'aux années 2010. Traitant les causes du factionnalisme partisan de manière transversale, l'auteur se penche principalement sur le rôle et les fonctions que les factions exercent dans la politique américaine : elles insufflent de nouvelles idées et structurent les positions idéologiques des partis (chapitre 3) ; elles constituent des acteurs clés dans la course aux nominations pour les élections présidentielles (chapitre 4) ; elles ont un pouvoir certain au sein du Congrès et influent dès lors tant sur la législation elle-même que sur les procédures législatives (chapitre 6) ; elles façonnent les politiques et les stratégies mises en œuvre par le Président des États-Unis, particulièrement si elles ont contribué à sa

14. CHAMBERS W.N., « Party Development and Party Action: The American Origins », in *History and Theory*, vol. 3, n°1, 1963, p. 93.

15. Citons entre autres, dans l'ordre chronologique, les publications de ZARISKI R., « Party Factions and Comparative Politics : Some Preliminary Observations », in *Midwest Journal of Political Science*, vol. 4, n°1, 1960, p. 372-90) ; BELLONI F. P., BELLER D. C. (eds.), *Faction Politics: Political Parties and Factionalism Comparative Perspective*, Oxford, ABC-Clio, 1978 ; HINE D., « Factionalism in West European Parties: A Framework for Analysis », in *West European Politics*, vol. 5, n°1, 1982, p. 36-53 ; PANEBIANCO A., *Political Parties : Organisation and Power*, Cambridge, Cambridge University Press, 1988 ; GILLESPIE R., WALLER M., LOPEZ-NIETO L., *Factional Politics and Democratisation*, Frank Cass & Co. Ltd, 1995 ; HARMEL R., HEO U.K., TAN A., JANDA K., « Performance, Leadership, Factions and Party Change: An Empirical Analysis », in *West European Politics*, vol. 18, n°1, 1995, p. 1-33 ; BETTCHER K.E., « Factions of Interest in Japan and Italy: The Organizational and Motivational Dimensions of Factionalism », in *Party Politics*, vol. 11, n°3, 2005, p. 339-358 ; BOUCEK F., « Rethinking Factionalism: Typologies, Intra-Party Dynamics and Three Faces of Factionalism », in *Party Politics*, vol. 15, n°4, 2009, p. 455-485.

16. DUVERGER M., *Les partis politiques*, Paris, Armand Colin, 1951.

17. RAED D.W., *The Political Consequences of Electoral Laws*, New Haven, Yale University Press, 1967.

18. KATZ R.S., *A Theory of Parties and Electoral Systems*, Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 1980.

nomination et à son élection (chapitre 7) ; et, enfin, les factions, à l'instar des partis, agissent sur les institutions américaines et, en ce sens, affectent le développement et la structure de l'État américain (chapitre 8). Au vu de leurs nombreuses fonctions, les factions, selon DiSalvo, donnent une certaine force organisationnelle et idéologique aux partis américains – généralement définis comme des organisations « poreuses » et peu structurées.

D'autre part, l'ouvrage de Françoise Boucek articule deux pans de la littérature sur les partis politiques : les recherches sur les systèmes à parti dominant et les études sur les factions. Parmi les facteurs amenant les partis à occuper une position dominante dans les arènes électorale, législative et exécutive (chapitre 1)<sup>19</sup>, Boucek insiste sur la capacité des partis à tirer profit des caractéristiques institutionnelles et sociologiques de leur environnement : adaptant leurs stratégies aux règles électorales et à la structure de l'électorat, les partis se muent en machines de type « *catch all* » capables d'attirer une pluralité des votes (dominance électorale), et de gagner ainsi une majorité de sièges (dominance législative). Boucek souligne également l'habileté des partis, une fois au pouvoir (dominance exécutive), à accaparer les ressources étatiques pour nourrir leurs réseaux clientélistes, à contrôler l'« *agenda setting* » et à occuper l'espace médiatique.

Adoptant une approche comparative (temporelle et spatiale), Boucek explore les dynamiques factionnelles au sein de quatre partis dominants évoluant dans des systèmes majoritaires ou non majoritaires : Conservateurs britanniques (chapitre 4) et Libéraux canadiens (chapitre 5) d'une part, Démocrates Chrétiens italiens (chapitre 7) et Libéraux-Démocrates japonais (chapitre 8) d'autre part. En étudiant les effets et fonctions des factions à divers niveaux (similaires à ceux examinés par DiSalvo : « *agenda setting* », sélection des leaders, pouvoir législatif, réforme institutionnelle, etc.), Boucek montre que les factions qui se développent au sein des partis dominants permettent justement à ces partis de conserver leur dominance. Notamment, les factions assurent au parti son caractère « attrape-tout », et organisent la distribution des ressources partisans au sein des réseaux clientélistes. Selon Boucek, le factionnalisme partisan constitue le résultat obligé de la présence prolongée de ces partis au sein de gouvernements successifs ; mais, paradoxalement, ce factionnalisme « hypertrophié » constitue également la cause principale de la défaite électorale et/ou de la désintégration de ces partis historiquement dominants. Reposant sur les théories du néo-institutionnalisme et des choix rationnels, l'étude de Boucek met en avant l'influence des règles institutionnelles (ex. le système électoral, façonnant la compétition inter et intrapartisan) et organisationnelles (ex. les méthodes de sélection des leaders) sur les modes de résolution des conflits dans les partis dominants, ainsi que l'influence des conditions du marché électoral « *electoral market* » sur les stratégies factionnelles.

19. Le chapitre 1, consacré au concept de parti dominant, repose en grande partie sur un volume édité récemment par M. Bogaard et F. Boucek : BOGAARDS M., BOUCEK F. (eds), *Dominant Political Parties and Democracy. Concepts, Measures, Cases and Comparisons*, Londres, Routledge/ECPR Studies in European Political Science, 2010.

Si les deux ouvrages abordent un phénomène similaire, la définition du concept de faction ainsi que les outils méthodologiques utilisés pour l'étudier diffèrent. Boucek traite assez peu des différentes définitions et typologies des factions développées dans la littérature, et critique leur aspect trop statique. À l'opposé de ces conceptions classiques, elle propose une définition « dynamique » : le factionnalisme désignerait tout processus de fractionnement intrapartisan menant à la constitution de sous-groupes plus ou moins institutionnalisés, poursuivant des objectifs propres et communs à ses membres, mais distincts des intérêts du parti. DiSalvo en revanche discute davantage la littérature concernée et définit une faction comme un sous-groupe partisan possédant : a) une certaine consistance idéologique ; b) des capacités organisationnelles ; c) une durabilité (bien que les factions aient une durée de vie en général inférieure à celle des partis) ; et d) une capacité d'agir sur l'orientation idéologique du parti, c'est-à-dire de le faire basculer le long de l'axe gauche/droite. De plus, comme chez Boucek, les membres d'une faction doivent partager une identité et des objectifs communs, distincts de ceux du parti. Bien qu'il établisse une liste de critères assez « statiques », DiSalvo conçoit toutefois la politique américaine comme « *a continuously dynamic process of organizing and redistributing political power* » (p. 31) – en ce sens, il rejoint l'idée de processus dynamique défendue par Boucek.

Au niveau empirique, bien que Boucek qualifie sa démarche de « *small n qualitative research* » (p. 3), les factions sont identifiées et mesurées selon des méthodes relevant plutôt d'approches quantitatives et de théories inspirées par la pensée économique. Dans son étude sur les Conservateurs britanniques, Boucek se base sur la théorie des jeux pour rendre compte des dissensions intrapartisanes sous les règnes de Margaret Thatcher et de John Major. Dans les chapitres consacrés au factionnalisme en régime non majoritaire, Boucek s'inspire de la théorie des coalitions et mobilise un index dérivé du « nombre effectif de partis »<sup>20</sup> : le « nombre effectif de factions ( $N_p$ ) », calculé sur base de données tels que le nombre officiel de parlementaires affiliés à chacune des factions (LDP japonais) ou le poids en termes de vote de chaque faction au sein des assemblées législatives (DC italienne). Elle applique ensuite l'indice de pouvoir de Banzhaf<sup>21</sup> dans des analyses de séries chronologiques afin de rendre compte du poids et du pouvoir de chaque faction dans la composition des coalitions intrapartisanes à différentes périodes.

L'analyse qualitative de DiSalvo repose sur la collecte et l'examen de matériaux tels que des études historiques sur les partis américains, des biographies de cadres et de militants, des documents officiels du parti (discours, votes au Congrès, etc.) et des journaux et magazines. Sur base de ces données et des quatre dimensions du factionnalisme citées ci-dessus (idéologie, organisation, durabilité et action

20. Développé par TAAGEPERA R., SHUGART S., *Seats and Votes: The Effects and Determinants of Electoral Systems*, New Heaven and London, Yale University Press, 1989.

21. BANZHAF J.F., « Weighted Voting Doesn't Work: A Mathematical Analysis », in *Rutgers Law Review*, vol. 19, n°2, 1965, p. 317-343.

sur l'orientation idéologique du parti), DiSalvo construit un outil de classification précis ('checklist') et identifie douze factions, cinq au sein du Parti démocrate (Populists, Southern Democrats, Liberal-Labor, New Politics Democrats, New Democrats) et sept chez les Républicains (Stalwarts, Mugwumps, Half-Breeds, OldGuard, Progressives, Liberal Republicans, New Right). Si les critères retenus peuvent au premier abord paraître assez restrictifs, ils permettent en revanche de délimiter le concept de faction de manière plus systématique que chez Boucek, qui, en définissant le factionnalisme de manière assez lâche, utilise des outils très différents en fonction des cas envisagés – le caractère comparatif de son étude est à relativiser, tant les groupes identifiés comme étant des factions diffèrent d'un cas à l'autre.

Si les auteurs divergent quant aux cas d'étude observés et aux outils méthodologiques utilisés, les deux livres partagent de nombreux points de convergence. Bien que cela relève davantage de l'anecdotique, notons d'abord que ces ouvrages publient tous les deux le résultat de recherches doctorales, réalisées à la London School of Economics pour Boucek, et à l'University of Virginia pour DiSalvo. Ensuite, concernant la forme de ces deux publications, leur structure est assez similaire. Pour chacune, la démonstration s'ouvre par deux chapitres théoriques, l'un abordant le concept de faction, l'autre replaçant l'étude des factions au sein de la littérature (pour Boucek, la littérature sur les systèmes à parti dominant ; pour DiSalvo, la littérature sur les partis politiques américains). Viennent ensuite six chapitres analytiques dans lesquels les auteurs présentent leurs recherches empiriques ; des recherches qui recèlent des éléments comparables – alors qu'aucun des auteurs ne semble connaître les travaux de l'autre<sup>22</sup>.

Ces deux ouvrages étudient, de manière plus ou moins affirmée, le développement de factions au sein de partis dominants – DiSalvo parle en effet du système américain comme d'un système bipartisan où deux partis dominants s'alternent au pouvoir et forment des « *one-party government* » (p. 187). Ils analysent de manière assez analogue les effets et les fonctions des factions, mais aussi leurs causes. Parmi ces dernières, le caractère « dominant » des partis examinés dans les deux études est prépondérant : pour rester dominants dans l'arène électorale, les partis tendent à intégrer des franges très larges de l'électorat (« *catch-all party* ») ; ce qui se traduit au sein de l'organisation par le développement de coalitions intrapartisans très étendues. Deuxièmement, les incitants électoraux, de même que la structure institutionnelle<sup>23</sup> et organisationnelle des systèmes et des partis politiques, constituent tant pour Boucek que pour DiSalvo des facteurs évidents du factionnalisme partisan. Troisièmement, les deux auteurs reconnaissent l'importance d'éléments contextuels

22. On ne trouve chez Boucek aucune référence aux travaux de DiSalvo, et chez DiSalvo il n'est fait aucune mention des publications de Boucek.

23. Notons que, parmi les facteurs institutionnels de dissension partisane, le présidentielisme est souvent cité dans la littérature – DiSalvo lui-même examine l'interaction entre les dynamiques présidentielles et les factions américaines. Cependant, Boucek, comparant les régimes parlementaires de Westminster au système américain de *checks and balances*, suggère que la faible discipline partisane constatée dans les partis américains résulte davantage de la division du pouvoir entre branches législative et exécutive que de la nature présidentielle du régime (p. 55).

dans l'émergence et/ou le déclin des factions qu'ils observent. Quatrièmement, les conflits idéologiques sont pour DiSalvo une des sources principales des factions américaines ; pour Boucek, si les factions italiennes et japonaises sont surtout des réseaux basés sur les intérêts et le clientélisme, les conflits intrapartisans sont avant tout d'ordre idéologique chez les Conservateurs britanniques. Cinquièmement, DiSalvo ajoute une cause « géographique » à l'émergence du factionnalisme américain : les disparités économiques entre régions ont eu pour conséquence un fractionnement des partis nationaux entre factions concurrentes. Dans le même ordre d'idée, Boucek analyse chez les Libéraux canadiens des dissensions dues aux différents intérêts économiques et culturels des régions.

Enfin, l'apport principal – et pierre angulaire – des travaux de Boucek et de DiSalvo tient dans leur remise en question de l'idée selon laquelle les partis sont des structures monolithiques et unitaires. D'après Boucek et DiSalvo, les partis politiques constitueraient plutôt des systèmes politiques miniatures traversés par des tensions, des mouvements, des pressions qui peuvent résulter en la création de groupes intrapartisans ou de « partis dans le parti ». Pour DiSalvo, on ne peut réduire l'action et l'évolution d'un parti politique à l'action de son leader, de ses parlementaires ou de ses cadres et militants ; ni à l'action et aux pressions exercées par des groupes d'intérêts extérieurs au parti. L'étude des factions permet de dépasser à la fois l'examen du parti comme entité unitaire et homogène et l'étude des individus qui le composent – cette dernière perspective négligeant trop souvent l'importance des réseaux intrapartisans et de la dimension collective de l'engagement et de l'action politique. Cependant, le caractère fluide et souvent informel de tels phénomènes freine l'analyse systématique des factions, et rend difficile la réalisation d'études comparatives capables de donner un aperçu plus large de l'émergence et du déclin de ces organisations dans différents types de partis – pas uniquement dans des partis à caractère dominant.

Caroline Close

Aspirante F.R.S. – FNRS

Université libre de Bruxelles – CEVIPOL

**Ariane JOSSIN, *Trajectoires de jeunes altermondialistes en France et en Allemagne*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2013, 408 p.**

Pendant cinq ans, Ariane Jossin a suivi dix-huit militants altermondialistes issus de six organisations françaises et allemandes ; en combinant observation participante, entretiens semi-directifs et analyse descriptive de données de sondages, l'ouvrage restitue avec précision les parcours de ces militants, depuis leurs premiers engagements jusqu'à leur prise de distance avec le mouvement altermondialiste et la reconversion de certains d'entre eux en politique nationale ou dans le milieu associatif.

L'ouvrage se divise en trois grandes parties. La première partie explore les motivations des militants et traite de leurs origines ainsi que leurs premiers contacts avec la politique et des raisons initiales de leur engagement altermondialiste ; ici, ce sont notamment le rejet de la politique traditionnelle ainsi que certains événements marquants à l'échelle nationale qui sont décisifs, ainsi que des raisons spécifiques au parcours individuel de chaque militant. La deuxième partie traite aussi bien de l'entrée des militants dans le mouvement altermondialiste et des raisons de leur affiliation à un groupe que de leurs pratiques quotidiennes du militantisme, tout en mettant l'accent sur les spécificités de chaque mouvement en distinguant notamment les mouvements de grande envergure comme ATTAC et les petits groupes aux structures plus informelles. La troisième partie se penche sur le processus de désaffiliation (qui concerne la quasi-totalité de l'échantillon) et s'attache à démêler les facteurs biographiques et ceux liés au contexte national ou à l'évolution du mouvement altermondialiste lui-même. Enfin, la question de la reconversion des militants est abordée : si certains d'entre eux choisissent de se reconvertir dans la politique partisane tout en mettant à profit leurs expériences en matière de militantisme, d'autres choisissent au contraire de prendre leurs distances vis-à-vis de l'engagement en politique ou optent pour l'action associative.

Si les résultats présentés dans les deux premières parties ne sont dans l'ensemble guère surprenants, la dernière partie est beaucoup plus originale (encore que les sous-sections portant respectivement sur la défection des militants et sur les dynamiques de leur reconversion auraient mérité d'être développées davantage) et pourra intéresser les spécialistes du militantisme politique au-delà des spécialistes de l'altermondialisme – la thématique de la défection ayant été en général beaucoup moins explorée que celle de l'entrée en politique. En outre, l'ouvrage a le mérite de mettre en lumière deux paradoxes potentiellement intéressants. D'une part, les facteurs ayant poussé les militants aussi bien français qu'allemands à s'engager dans l'altermondialisme (par exemple la crise de la représentation ou la déception vis-à-vis des grands partis de gauche après leur arrivée au pouvoir dans les années 1990) sont similaires, de même qu'un certain nombre de leurs revendications malgré quelques divergences ; pourtant, il n'y a que peu de contacts entre les organisations françaises et allemandes et on constate de nombreuses divergences du point de vue de la structure organisationnelle et des moyens d'action (le cas d'ATTAC est ici particulièrement emblématique) ; l'auteur explique ce paradoxe apparent par le fait que les organisations altermondialistes se sont développées à partir d'un réseau organisationnel et associatif préexistant et sont de ce fait profondément ancrées à l'échelon national. Deuxième paradoxe : les spécificités des mouvements altermondialistes (spécificités liées aux revendications et, pour le cas des petits groupes affinitaires, à la structure des organisations), de même que l'accent mis sur la nouveauté des formes d'action collective, ont été un facteur déterminant de l'attrait qu'ils exerçaient auprès des interviewés ; il est donc d'autant plus surprenant que ce soient précisément ces caractéristiques qui aient été à l'origine de la lassitude puis de la défection de la plupart des militants de l'échantillon. Comme



l'auteur le note elle-même (p. 362), « la faiblesse de l'ancrage du mouvement au niveau local, l'abstraction des revendications altermondialistes et la multiplicité des acteurs notamment, ainsi que d'autres spécificités qui paraissaient attractives de prime abord, sont désormais perçues avec un regard moins enthousiaste ».

On peut également noter que la méthode des entretiens semi-directifs, dans la mesure où elle laisse plus de liberté aux répondants qu'un questionnaire fermé, permet de hiérarchiser les causes et de mettre en lumière le fait que, parmi les multiples facteurs étudiés, ce ne sont pas tant des motivations d'ordre politique que des préoccupations d'ordre personnel et affectif qui ont joué un rôle prépondérant aussi bien pour l'engagement que pour la défection des militants. Ce point ressort avec une surprenante régularité des extraits d'interviews cités au long de l'ouvrage.

Malgré ces apports, l'ouvrage pêche par un certain nombre d'aspects, essentiellement d'ordre méthodologique. Le problème ne réside pas tellement dans le choix de la méthode elle-même ; ce sont plutôt le manque de justifications apportées à certains choix méthodologiques ainsi que le manque de réflexions quant aux limites inhérentes aux méthodes en question qui sont problématiques. Par exemple, si le choix d'une étude longitudinale et diachronique est justifié de façon assez convaincante dans l'introduction, il est en revanche beaucoup moins clair selon quels critères l'auteur a sélectionné ses cas : ainsi, la valeur ajoutée de la comparaison franco-allemande ne saute pas aux yeux. De même, les choix à l'origine de la sélection des dix-huit militants eux-mêmes restent assez mystérieux : l'auteur explicite certes certains de ses critères de sélection, mais n'explique pas dans quelle mesure ceux-ci sont pertinents vis-à-vis de ses questions de recherche. Or, une sélection rigoureuse des cas aurait été le seul moyen de compenser un autre défaut majeur, à savoir la taille extrêmement réduite de l'échantillon. Ce dernier point est certes thématiqué dans l'introduction, mais l'auteur se concentre exclusivement sur le problème de la validité externe (c'est-à-dire le caractère non généralisable de ses résultats) en négligeant celui de la validité interne (c'est-à-dire la validité des inférences elles-mêmes). Pourtant, c'est bel et bien ce dernier aspect qui constitue la principale limitation de l'analyse : le nombre très réduit de cas ainsi que le manque apparent de rigueur dans la sélection de ces derniers empêchent l'analyse systématique des causes tant de l'adhésion aux mouvements altermondialistes que de la défection ultérieure des militants, et il est impossible de départager les nombreux facteurs (individuels, temporels, géographiques, institutionnels, etc.) évoqués au cours de l'étude. De fait, l'ouvrage reste purement descriptif et se cantonne souvent à une restitution cohérente des analyses que les militants eux-mêmes apportent sur leurs propres parcours. Cet apport n'est pas dénué de valeur en soi, mais entre en contradiction avec les objectifs de l'auteur, qui déclare (p. 19) vouloir « expliquer complètement ce que les statistiques ne font que constater ». Dans le même ordre d'idées, on peut déplorer le caractère souvent idiosyncratique de l'analyse : à défaut d'être généralisable, celle-ci aurait pu être replacée de façon systématique dans une perspective plus générale, en comparant par exemple les résultats obtenus à



ceux des recherches précédentes et en insistant sur les points de convergence et de divergence. De cette façon, l'ouvrage aurait pu apporter un éclairage nouveau sur certains aspects du sujet.

Malgré le côté quelque peu déstabilisant de l'analyse, dont on ne sait pas très bien si elle se veut descriptive ou causale, exploratoire ou confirmatoire, l'ouvrage reste potentiellement intéressant pour ceux qui souhaitent avoir une vue d'ensemble sur les dynamiques de l'engagement altermondialiste. D'autre part, il a le mérite de soulever certaines questions qui pourraient servir de fondations à de futures analyses, et fournir de possibles hypothèses de départ pour la recherche ultérieure.

Sophie Panel  
Université de Heidelberg

**Thomas MEYER, *Constraints on Party Policy Change*, ECPR Press, 2013, 284 p.**

Dans l'ouvrage *Constraints on Party Policy Change*, issu de son travail de doctorat, Thomas Meyer choisit d'explorer les contraintes qui pèsent sur les partis politiques au moment où les acteurs partisans décident de changer leur positionnement. Ainsi, son analyse se veut dynamique, ajoutant une dimension essentielle à la compréhension du changement programmatique : la dimension temporelle. L'auteur ne se situe pas dans le prolongement de l'analyse spatiale<sup>24</sup> : en effet, selon la théorie du choix rationnel, les partis cherchent avant tout à maximiser leurs votes, et par conséquent, adoptent des positions politiques qui sont électoralement gagnantes. Thomas Meyer étudie, au contraire, les contraintes qui, en amont, pèsent sur le positionnement des partis politiques.

Cette étude complète donc les travaux antérieurs, fondés notamment sur des modèles spatiaux, qui, de façon simpliste, considèrent le changement de positionnement des partis politiques comme une donnée sur laquelle bâtir leur analyse. Thomas Meyer apporte dans cet ouvrage des éléments empiriques sur la manière dont les partis atteignent leur positionnement, et les contraintes auxquelles ils doivent faire face pour ce faire. Il ne s'agit donc pas ici d'étudier les incitations que subissent les partis politiques, que de nombreux travaux explorent par ailleurs<sup>25</sup>. Il n'est par exemple pas question de comprendre comment un changement de l'opinion publique peut inciter un parti à changer de positionnement, mais plutôt comment la perception

---

24. Notamment dans le prolongement des travaux d'Anthony Downs dont le plus emblématique est DOWNS A., *An Economic Theory of Democracy*, New York, Harper, 1957.

25. Des travaux détaillent les éléments qui influencent le positionnement politique des partis, notamment HARMEL R., JANDA K., « An Integrated Theory of Party Goals and Party Change », in *Journal of Theoretical Politics*, vol.6, n°3, 1994, p. 259-287 et HARMEL R., HEO U, TAN A., JANDA K., « Performance, Leadership, Factions and Party Change: an Empirical Analysis », in *West European Politics*, vol.18, 1995, p. 1-33.

et l'acceptation par les électeurs d'un changement programmatique exercent une contrainte sur la réalisation de celui-ci.

En s'attachant à comprendre les contraintes qui pèsent sur le changement programmatique des partis, l'auteur questionne une variable fondamentale de l'analyse des partis politiques : le temps. La contrainte temporelle est certes largement évoquée dans la littérature, mais seuls de rares auteurs tentent d'expliquer la manière dont le temps peut influencer le positionnement politique des partis<sup>26</sup>. Les hypothèses liées à l'influence du temps sont donc nombreuses et fortes, mais les preuves empiriques dispersées.

La démarche scientifique est clairement exposée tout au long de l'ouvrage, et particulièrement à l'intérieur de chaque partie de l'analyse empirique, qui s'attache à explorer deux dimensions de la contrainte qui pèse sur le changement programmatique des partis politiques. Celui-ci est considéré par l'auteur comme un processus, la dimension temporelle étant primordiale pour son analyse. Deux éléments distincts constituent des contraintes pour les partis politiques : les électeurs, d'une part, et leur organisation, d'autre part.

Thomas Meyer cherche d'abord à comprendre comment les électeurs perçoivent les changements programmatiques. Cette analyse est fondée sur des données électorales britanniques. Les données du *British Panel Election Studies* depuis 1974 sont utilisées pour constituer un indice de positionnement des partis politiques sur l'axe gauche-droite. La perception des changements politiques par les électeurs est ici conceptualisée comme un processus en deux temps. Les électeurs doivent d'abord recevoir l'information avant de l'accepter, c'est-à-dire la considérer comme crédible. Cette conceptualisation implique l'utilisation d'un modèle statistique adapté. Ici, l'auteur choisit une régression logistique en deux temps (*two-stage logistic regression*) qui permet dans un premier temps de modéliser la réception de l'information et dans un second temps l'acceptation de celle-ci.

À partir d'une première analyse, l'auteur approfondit l'analyse de quelques cas emblématiques du changement programmatique. Prenant notamment l'exemple du changement du *Labour* en *New Labour*, plusieurs résultats empiriques sont dégagés. Un résultat intéressant est que seule une minorité d'électeurs perçoivent les changements programmatiques. Cela remet donc en question une hypothèse centrale – mais en partie implicite – de nombreux travaux d'analyse spatiale, selon laquelle le changement programmatique des partis politiques serait immédiatement perçu et accepté par les électeurs, ce qui rendrait possible la détermination d'un positionnement optimal. Par ailleurs, les électeurs perçoivent et acceptent plus

26. C'est le cas des travaux de Somer-Topcu qui tente de montrer que l'effet de la défaite a une durée limitée dans le temps : SOMER-TOPCU Z., « Timely Decisions: The Effects of Past National Elections on Party Policy Change », in *Journal of Politics*, vol.71, n°1, 2009, p. 238-248 et ADAMS J., SOMER-TOPCU Z., « Moderate Now, Win Votes Later: the Electoral Consequences of Parties' Policy Shifts in 25 Post-War Democracies », in *The Journal of Politics*, vol. 71, n°2, 2009, p. 678-692.

volontiers un changement programmatique qui rapproche le positionnement politique du parti du leur.

Cela conduit l'auteur à analyser la manière dont les perceptions des électeurs affectent le changement programmatique lui-même. Pour cela, l'auteur choisit dix cas parmi les démocraties ouest-européennes parlementaires. La base contient donc 920 observations de changement de positionnement, issues du *Comparative Manifesto Project*. Ces données sont consolidées grâce à l'utilisation d'autres sources, notamment des sondages électoraux et des jugements d'experts.

À l'aide de plusieurs modèles multiniveaux dont les spécifications varient pour attester de la robustesse de ses résultats, l'auteur arrive à des conclusions claires. L'intérêt des électeurs pour la politique et la présence au gouvernement d'un parti sont positivement corrélés à la réception du changement programmatique, tandis que la complexité du système partisan l'est négativement. Par ailleurs, le prestige des leaders du parti ainsi que l'identification des électeurs à ce parti sont positivement liés à l'acceptation de ce changement. En revanche, l'hypothèse de l'effet favorable du changement de leadership sur le changement de positionnement, souvent postulée dans la littérature, n'est pas avérée empiriquement. Cela amène l'auteur à proposer une nouvelle analyse empirique.

L'auteur examine donc enfin les effets possibles de l'organisation interne des partis politiques sur leurs changements programmatiques. Si ceux-ci font l'objet d'un calcul en termes de coût et de bénéfice pour le parti, c'est parce qu'ils comportent un risque. Ainsi, la dernière partie empirique de l'ouvrage s'attache à tester l'hypothèse d'une aversion au changement qui serait inhérente aux partis politiques et s'expliquerait par leur mode d'organisation interne. Thomas Meyer propose alors une analyse toujours fondée sur les données du *Comparative Manifesto Project* et utilisant des régressions multiniveaux qui prennent en compte la structuration des données en grappes. Là encore, les résultats sont plutôt clairs : le financement public n'a aucun effet significatif sur le changement programmatique. Les ressources possédées par le parti n'ont ainsi d'influence négative sur le changement programmatique qu'en cas d'absence de financement public. En revanche, la solidité de la structure partisane – notamment liée à son niveau de hiérarchisation – n'est pas clairement corrélée au changement programmatique. Les signes empiriques sont contradictoires sur ce point.

Les hypothèses sont explicitées et les variables utilisées décrites avec précision. Il en va de même pour le choix de chaque variable intégrée au modèle. Cela participe à la fluidité et à la clarté de la démonstration et permet au lecteur de bien comprendre le cheminement de l'auteur. L'audace de l'auteur réside dans sa volonté d'intégrer au modèle des phénomènes difficilement quantifiables. Parallèlement, Thomas Meyer tente de vérifier des hypothèses communément admises dans la littérature, mais qui font difficilement l'objet d'études empiriques. C'est notamment le cas du

prestige du leader ou de la force de la structure interne du parti. C'est donc aussi forcément une des faiblesses de son analyse, malgré les précautions prises. Toutes les hypothèses émises par l'auteur ne peuvent d'ailleurs être vérifiées, mais celui-ci explique toujours avec précision les raisons pour lesquelles il laisse de côté une hypothèse théoriquement intéressante, mais que les données ne permettent pas d'analyser avec pertinence.

La présentation des données est approfondie et permet au lecteur de bien saisir les implications de leur utilisation. Thomas Meyer fait le choix louable d'employer des données largement disponibles – notamment celles du *Comparative Manifesto Project*<sup>27</sup> et du *Handbook of Political Parties*<sup>28</sup> –, car il garantit une forte répliquabilité de ses résultats. L'auteur ne s'attache pas simplement à souligner les faiblesses des données et les avantages de leur utilisation, mais considère systématiquement les options méthodologiques suggérées par des utilisateurs avertis du *Comparative Manifesto Project*. Il teste donc différentes solutions proposées notamment par Benoit, Laver, Mikhaïkov et Pelizzo<sup>29</sup>. Lorsque celles-ci semblent être trop risquées au vu des bénéfices qu'elles apportent, les raisons de leur abandon dans l'analyse ultérieure sont largement étayées. Cet ouvrage apporte donc un éclairage supplémentaire aux débats récurrents autour des données du *Comparative Manifesto Project* en prenant en compte les travaux les plus récents.

En conceptualisant le changement programmatique comme un processus et non comme la simple différence entre deux positions distinctes, Thomas Meyer ajoute une dimension temporelle à l'étude du changement programmatique. Cette nouvelle dimension éclaire l'ensemble des travaux sur le sujet, et les travaux d'analyse spatiale en particulier, car elle interroge leurs hypothèses fondamentales. Pour atteindre son positionnement optimal, un parti doit tenir compte de différentes contraintes de son environnement et de son organisation. Ce sont ces contraintes que Thomas Meyer explore à partir d'une synthèse quasi exhaustive de la littérature sur le changement programmatique des partis politiques. Il propose ainsi une étude originale, notamment grâce aux variables qu'il intègre dans son analyse. Son étude empirique est fondée sur des variables rarement exploitées, comme la perception et l'acceptation du changement programmatique par les électeurs ou encore les motivations et la situation de la direction du parti politique. Ces variables sont pourtant fondamentales, car elles permettent de décrire le processus de changement

27. BUDGE I., KLINGERMAN H.-D., VOLKENS A., *Mapping Policy Preferences: Estimates for Parties, Electors, and Governments, 1945-1998*, Oxford, Oxford University Press, 2001 et KLINGERMAN H.-D., VOLKENS A., BARA J., *Mapping Policy Preferences II: Estimates for Parties, Electors, and Governments in Eastern Europe, European Union, and OECD 1990-2003*, Oxford, New York, Oxford university press, 2006.

28. KATZ R., CROTTY W., *Handbook of Party Politics*, New York, SAGE Publications, 2006.

29. Dont BENOIT K., LAVER M., « Estimating Party Policy Positions: Comparing Expert Surveys and Hand Coded Content Analysis », in *Electoral Studies*, vol. 26, 2007, p. 90-107 et PELIZZO R., « Party Positions or Party Direction ? An Analysis if Party Manifesto Data », in *West European Politics*, vol. 26, n°2, 2003, p. 67-89.

programmatische dans toute sa complexité, notamment eu égard à la multiplicité des acteurs qui y concourent. L'apport à la littérature de ce travail est donc à la fois théorique et empirique : sa conceptualisation du changement programmatique lui permet de tester des hypothèses restées jusque-là peu étayées dans la littérature.

Ségolène Tavel

CEE (Sciences Po Paris)

**Mario TELO, Giulia SANDRI, Luca TOMINI (eds), *L'état de la démocratie en Italie*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, coll. « Science politique », 2013, 168 p.**

Ce bref ouvrage dirigé par trois chercheurs italiens de Bruxelles et de Lille rassemble les actes d'une conférence tenue à Bruxelles sur la « transition italienne dans le cadre européen » à la toute fin de l'année 2010, c'est-à-dire avant les retentissantes élections législatives de 2013 – une version anglaise légèrement modifiée, et également coordonnée, par Jean-Michel De Waele a par ailleurs fait l'objet, sous le titre moins neutre de « La crise de la démocratie italienne dans son contexte européen », d'un numéro spécial de *Comparative European Politics*, vol. 11, n° 3, mai 2013. L'objectif que s'assignent les directeurs du volume est d'une grande ambition : « comment évaluer l'état actuel de la démocratie italienne en termes d'institutions, d'organisations politiques, d'acteurs, de politiques économiques, ainsi que des politiques publiques et de l'intégration dans les dynamiques supranationales ? » (p. 9). En réfléchissant à cette question, les auteurs entendent se demander s'il faut considérer l'Italie comme un « cas déviant » en Europe ou si elle est le lieu de signes avant-coureurs d'évolutions frappant le continent dans son ensemble. Le chemin emprunté pour rechercher une réponse explore deux pistes qui, si elles n'apparaissent pas ainsi formalisées, peuvent être dégagées à la lecture de ces textes pour la plupart rédigés par des chercheurs expérimentés.

La première et la plus importante de ces pistes s'attaque au volet politico-institutionnel et explore différentes facettes du fonctionnement du régime politique italien. Elle est ouverte par un premier chapitre tout à fait salubre de l'historien britannique Donald Sassoon qui déconstruit dans la comparaison le discours sur le « cas » italien. Le topique de l'exceptionnalité nationale est banal puisque Français, Britanniques, Américains ou Allemands ont revendiqué non sans fierté la leur ; en Italie cependant, l'exception est définie négativement en termes de retard. Or les thèmes qui sont censés l'illustrer ou l'avoir illustrée (jeunesse de la construction de l'État-nation, absence durable d'alternance au pouvoir, absence de bipartisme) constituent des traits que d'autres pays ont eux aussi expérimentés. Dès lors, ne relèveraient de tares italiennes constitutives d'une forme particulière d'anomalie que certains « problèmes graves qui affectent la Péninsule », à savoir – selon l'auteur – la force de la criminalité organisée et l'ampleur des illégalités d'une part, et le retard économique d'autre part. Des problèmes qui, en dépit des préoccupations des juristes et de certains politistes, sont autrement plus pressants que la question

de la nature du système de partis ou du mode de scrutin. Mario Telò retrace ensuite, dans une lecture internationaliste, la place de la question de l'intégration européenne sur le long terme dans la Péninsule. Cela lui permet de distinguer une « Première République » caractérisée par un européisme ambiant seulement mis à mal par de mauvaises pratiques administratives d'une « Seconde » qui aurait laissé place aux expressions eurosceptiques cependant jugulées par une adhésion encore majoritaire, ouvrant vers des scénarios incertains envisagés dans une conclusion prospective par l'auteur. Marc Lazar, seul contributeur français du volume, se penche ensuite sur la démocratie italienne « à l'épreuve » : les transformations qu'a connues le pays avec la crise de la « Première République » ont autant constitué une remise en cause pratique qu'un puissant défi analytique. Se dégagent néanmoins, selon lui, des tendances fortes qui se chevauchent et se répondent en partie les unes aux autres : l'affirmation d'une « démocratie du public » (B. Manin), la désaffection à l'égard de la politique telle qu'elle se donne à voir dans l'activité de ceux qui en sont les professionnels, des tentatives de rénovation de la démocratie libérale et un essor tenté quoiqu'incertain de la démocratie participative. Au total, plaide M. Lazar, ces questions sont celles du cas italien, mais aussi celles des démocraties européennes. Cet appel à saisir l'Italie en comparaison est pleinement accueilli dans le chapitre de Leonardo Morlino qui situe le pays dans la grille d'analyse des types de démocraties dégagée par Arend Lijphart. L'Italie de la « Première République » apparaissait alors, en mobilisant comparativement les indicateurs de la célèbre typologie, comme une démocratie consensuelle. Les évolutions institutionnelles et partisanes profondes qu'elle a connues depuis 1992 (résumées p. 85) conduisent l'auteur à un diagnostic nuancé dans la mesure où les deux dernières décennies ont été le cadre de mouvements contradictoires qui ont mis à mal le consensualisme d'antan sans promouvoir à plein titre un modèle pleinement majoritaire. Critique vis-à-vis du modèle de Lijphart, Gianfranco Pasquino s'interroge ensuite sur le fonctionnement du parlementarisme italien dans une contribution qui résume de fait très efficacement la nature des relations entre partis, Parlement et gouvernement de la Première à la Seconde République, abordant en politiste des thématiques qui sont également approchées dans les réflexions du juriste Andrea Manzella dans le chapitre suivant.

Le second volet du livre délaisse le fonctionnement du régime démocratique italien pour le mettre en perspective avec les mutations de la société, de l'économie et de l'action publique. C'est sur ce point que la contribution de Vivien Schmidt prend le relais avec une série de réflexions sur le modèle économique italien resitué dans le cadre théorique des variétés du capitalisme et dans celui, empirique, de rapprochements comparatifs avec l'Espagne et la France. Elle permet de mettre en évidence un certain nombre de défis graves auxquels le pays se trouve confronté (en termes de coûts du travail ou d'importance de la dette) sans avoir, selon elle, la capacité politique d'y répondre. Le chapitre de Daniela Piana se saisit ensuite d'une question qui avait reçu jusqu'alors un intérêt fort peu visible malgré sa pertinence : celui du fonctionnement de la Cour constitutionnelle dans un contexte marqué de manière récurrente par l'omniprésence des heurts entre politique et magistrature. L'auteur se penche sur l'une des dispositions phares de ces conflits, celle du *lodo*

*Alfano*, en remettant le cas italien dans la littérature politologique relative aux cours constitutionnelles. Elle y plaide efficacement pour une lecture sociologique nuancée du fonctionnement de la Cour dont le suivi à travers le cas d'espèce nuance les attendus des aspects consolidés de la littérature. L'ouvrage s'achève par un chapitre de Tiziana Caponio sur la question cruciale de l'immigration. Elle y revient sur les enjeux posés par l'intensification des flux, les origines diverses des migrants, les politiques changeantes qui les ont concernés et les ambiguïtés d'un secteur qui a oscillé entre intégration et répression et qui a longtemps laissé une large place à la gestion infranationale. Les directeurs offrent enfin une conclusion proposant, dans le sillage de plusieurs contributeurs, de lire dans la somme qu'ils ont réunie moins la confirmation d'une spécificité italienne que la manifestation en Italie de tendances européennes le cas échéant anticipées.

Trois remarques générales peuvent être effectuées autour de ce volume. Premièrement, on soulignera l'intérêt d'un livre qui constitue non seulement une mise à jour bienvenue de la littérature francophone dédiée à une politique italienne en mutations rapides, mais qui offre surtout une série d'éclairages complets sur l'évolution du régime politique italien. La frustration pourra certes atteindre les lecteurs attirés par la mention à la « qualité de la démocratie » dans la mesure où ce ne sont guère les pratiques démocratiques en tant que telles qui sont étudiées : l'adjonction de contributions sur les attitudes et comportements des citoyens et les rapports qu'ils entretiennent avec leur système politique aurait constitué un complément appréciable. Un seul exemple pour s'en convaincre : on relèvera avec grand intérêt l'évolution de l'indice de satisfaction déclarée vis-à-vis du fonctionnement de la démocratie mesuré dans par les enquêtes Eurobaromètres et reproduit par L. Morlino dans sa contribution ; quoique témoignant d'un jugement globalement négatif (p. 87), on notera aussi que dans la période récente et à défaut de données plus fraîches, cette insatisfaction n'a jamais été aussi faible depuis que l'on dispose de données, ce qui ne manquera pas d'interpeller le lecteur sur la signification à leur prêter. Les Italiens estimeraient-ils que les dysfonctionnements sont moins insupportables que par le passé ou bien ce chiffre trahirait-il une plus grande lassitude et un accommodement vis-à-vis de la démocratie telle qu'elle fonctionne ? À défaut d'explorations ainsi orientées, le livre conserve néanmoins le mérite de recontextualiser des problématiques structurelles de la Péninsule dont l'évocation pourra également être lue avec profit par les non-spécialistes.

Cet effort de contextualisation invite à une deuxième remarque : l'ouvrage s'inscrit dans une problématique déjà abondamment creusée consistant à s'interroger sur l'Italie, comme on l'a régulièrement fait depuis un demi-siècle, au prisme de la question de sa spécificité – qu'elle soit postulée, observée, questionnée ou déconstruite. La lecture consistant à rejeter, à contre-courant de représentations médiatiques parfois dominantes, la thèse de l'indépassable spécificité expliquée par un processus de démocratisation tardive au profit d'une lecture qui inscrit l'Italie dans son contexte européen n'est pas sans s'avérer stimulante. D'un point de vue comparatif, un tel angle d'attaque constitue *de facto* un appel lancé



par les « italianistes » aux comparatistes, car seule la systématisation du regard comparatif judicieusement amorcé dans le volume pourra établir la mesure dans laquelle les processus qui se manifestent dans la Péninsule anticipent ou répliquent effectivement ceux à l'œuvre dans d'autres démocraties.

Troisième et dernière remarque : en plusieurs points les contributeurs n'hésitent pas se lancer, de manière plus ou moins prudente selon les formulations, dans des considérations prospectives sur le devenir de l'Italie. On ne pourra pas ne point être frappé par le ton majoritairement pessimiste du volume. Florilège : « comme historien, je suis réticent à faire des prévisions, mais il me semble que, en ce moment de l'histoire italienne, le pessimisme est une position plus réaliste que l'optimisme » (D. Sassoon, p. 32) ; pour G. Pasquino, les problèmes essentiels du système politique italien résident dans « le manque de qualité de la classe politique, dans l'antipolitique de beaucoup de citoyens et dans le populisme des hommes politiques, pas seulement de la droite » plutôt que dans les institutions (p. 99) ; selon V. Schmidt « à ce jour, l'Italie n'a aucun des atouts [d'un État qui fonctionne bien]. La crise ne fait que mettre des problèmes en relief. [...] Rester optimiste pour l'Italie est difficile cependant, qu'il s'agisse de politique ou d'économie, avec la perte de compétitivité et la situation économique qui continue de s'aggraver [...] » (p. 125). Comme si le « *Ce la farà ?* » (y arrivera-t-elle ?) avait remplacé, espérons-le pour un temps seulement, le bon vieux « *Eppur si muove* ».

Christophe Roux  
Université de Nice (ERMES)